

# Biographies



### **Sid ABDELLAOUI**

Professeur de psychologie sociale et du travail, responsable du Master 2 Management Hospitalier et du Master 2 Management des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux à l'université de Lorraine, expert près la cour d'appel de Rouen, Vice-Président de l'Association Française de Criminologie.

Sid ABDELLAOUI est un chercheur en première ligne. Il dirige des recherches et coordonne des actions de sensibilisation et de formation à l'intention des professionnels des secteurs judiciaire, socio-éducatif et du travail social, confrontés à l'emprise d'un islamisme violent.



### **Alain KOSKAS**

Psychologue clinicien, psychomotricien, gériologue et psychanalyste, Alain KOSKAS est président du Réseau Euro-Québec pour le baluchon Alzheimer, de la Fédération Internationale des associations des personnes âgées (FIAPA), et de la Fédération 3977 contre la maltraitance. Il siège au Haut Conseil de la Famille, de l'enfance et de l'Age (HCFEA) et est administrateur de l'UNA ASSAD de Bléneau en Puisaye (Yonne).

Auteur et coauteur de nombreux articles scientifiques, il enseigne la gériologie à l'université Pierre et Marie Curie (Hôpital Charles Foix - 94 Ivry) et depuis 2009, à Hanoi.

En 2011, il a présidé la mission d'enquête auprès du Médiateur de la République sur les maltraitances financières puis en 2016 la mission d'enquête demandée par la Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, Chargée des personnes âgées et de l'autonomie.



### **Fabienne JEGU**

Juriste spécialisée en droit des personnes handicapées, Fabienne JEGU exerce, depuis 2011, les fonctions de Conseillère Experte Handicap auprès du Défenseur des droits (DDD). À ce titre, elle assure notamment le suivi de l'application de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

Elle a précédemment exercé les fonctions de directrice défense et droits du handicap au sein de l'Association des Paralysés de France (APF), de déléguée générale à l'action pour les malades à la Ligue nationale contre le cancer puis de Cheffe du pôle «Santé et Handicap » à la Direction des affaires juridiques de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE).

Elle a, par ailleurs, piloté le module « Discrimination et égalité de traitement » dans le cadre de l'Executive Master « Gestion et politiques du handicap » à Sciences Po Paris. Elle a également occupé la fonction d'assesseur au sein de la section personnes handicapées de la Commission centrale d'aide sociale (juridiction nationale d'appel de l'ordre administratif).

Auteure de plusieurs ouvrages et rapports sur le handicap, parmi lesquels : «Handicap et droits» (2000/APF), «Code du Handicap» (2011/Dalloz), «Guide sur la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées» (2016/DDD); «Rapport sur la protection juridique des personnes vulnérables» (2016/DDD), «Accès au vote des personnes handicapées» (2015/DDD), «Le Défenseur des droits 2005-2015 : 10 ans d'actions pour la défense des droits des personnes handicapées» (2015/DDD).

Depuis 1991, elle est rédactrice juridique au Dictionnaire permanent de l'Action Sociale (Éditions Législatives), auteure des études relatives au handicap.



### **Fabrice GZIL**

Docteur en philosophie, Fabrice GZIL est responsable du soutien à la recherche et à l'innovation sociale à la Fondation Médéric Alzheimer.

Il est l'auteur de « La maladie d'Alzheimer : Problèmes philosophiques (2009 - Presses Universitaires de France) et de « La maladie du temps : sur la maladie d'Alzheimer » (2013).

À la Fondation Médéric Alzheimer, il a participé à plusieurs enquêtes nationales sur les droits et libertés des personnes atteintes de troubles cognitifs. Il est également l'auteur de la brochure intitulée « Le notaire face aux citoyens en situation de handicap cognitif : repères pour la pratique » (2014).



**FUMOLEAU Céline**  
**Avocat – Barthélémy / Avocats Paris**

Avocat au Cabinet Barthélémy Avocats



### **Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE**

Docteur en Droit, Avocat au Barreau de Marseille, Maître Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE dispose d'un partenariat organique avec le Cabinet WTT LAW FIRM, du Barreau de Bruxelles, dont il a été membre pendant plusieurs années.

Il est également diplômé de l'EM Lyon et de Sciences Po Lyon.

Ses principaux domaines d'intervention sont le droit patrimonial, le droit de la famille, le droit pénal ainsi que le droit européen et la défense des droits fondamentaux.



**Claude LEPRESLE**

Ancien masseur-kinésithérapeute en pneumologie et chirurgie carcinologique, confronté très tôt à la douleur et à la souffrance des malades et de leur entourage, formé au training autogène de Schultz et à l'ostéopathie, Claude LEPRESLE a mis en œuvre des consultations de relaxation et de thérapie manuelle dans le but de soulager les malades et d'accompagner leurs aidants. Sa formation en sciences de l'éducation l'a poussé à développer, dans le cadre d'un centre d'études gérontologiques, un dispositif d'accompagnement des aidants professionnels et familiaux tant au niveau de la ville que de l'hôpital. En outre il organise des sessions de formation pour promouvoir la «*mieux-traitance*» auprès de tout public du secteur sanitaire et social ainsi que des personnes concernées par la fragilité et la vulnérabilité des personnes âgées et en situation de handicap.

Président de l'association ALMA Paris, administrateur de la Fédération 3977, sa préoccupation concerne les personnes vulnérables maltraitées par leur entourage social et familial ou en grande souffrance, que ces personnes soient chez elles ou hébergées en institution.

Une collaboration malade/victimes/aidants/professionnels pourrait sans doute permettre de travailler sur ces situations. De ce fait, Claude LEPRESLE milite aussi au sein de l'association «*Eh, pas de côté!* (EHPAD'côté) », ainsi qu'au sein de la Fédération Nationale des Maisons Des Usagers (FNMDU).



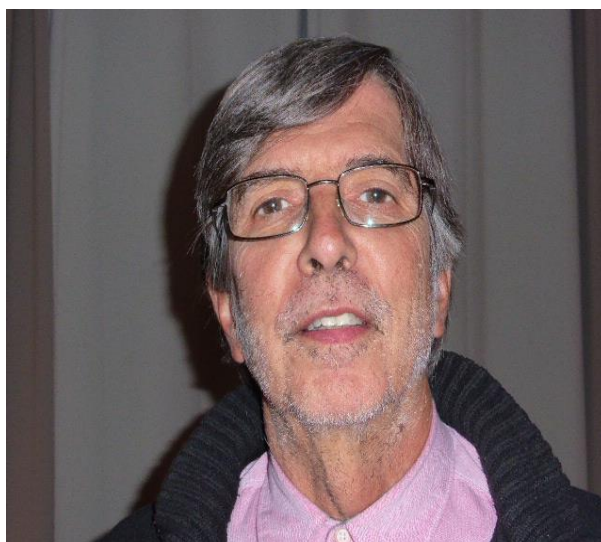


**Jean-Paul FRESQUET**

Expert-Comptable associé au sein du Groupe ACE Conseils, responsable du pôle associations au sein du Cabinet COFINGEC qui a développé une compétence particulière dans le domaine du secteur sanitaire et médico-social afin d'accompagner les structures de toutes tailles tant au niveau national qu'international.

En plus des compétences traditionnelles d'un cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, le groupe ACE Conseils a développé une expertise dans les domaines suivants :

- Créations de sociétés et recherche de financement
- Aide à l'export
- Conseils en matière juridique, fiscale et sociale
- Établissement des bulletins de paye et des déclarations sociales



## Eric LAMOUREUX

Médecin généraliste, passionné par une médecine globale et humaine tout en restant scientifique, le Docteur Eric LAMOUREUX, longtemps confronté à la souffrance humaine, à l'abandon et à l'humiliation des personnes âgées, leur a consacré une large part de son activité.

Etudiant à la faculté de médecine de Nancy de 1967 à 1974, il obtient sa thèse en février 1977. Il s'installe en cabinet de Groupe à Romans (Drôme) dans l'optique d'un exercice global et de médecine lente (lire : savoir prendre son temps avec les patients dans le cadre d'une médecine globale).

Il exerce en qualité de Médecin Expert auprès de la Sécurité Sociale de 1989 à 2014.

Il se spécialise en médecine générale en 2008.

Il arrête son activité libérale en décembre 2014 et poursuit son activité médicale à titre bénévole qu'il renforce à partir d'avril 2015, dans des engagements multiples :

Engagement associatif : au sein d'Alma Drôme dont il est vice-président depuis 2003 et président depuis 2006, médecin bénévole au diaconat protestant Drôme Ardèche dans une structure d'accueil aux demandeurs d'Asile et dans une autre structure pour les personnes sans domicile fixe ou en grande précarité depuis avril 2015. Devenu administrateur début 2017, il met en place une commission santé pour réaliser un état des lieux et développer des structures médicales plus adaptées à ces publics et à la démographie médicale actuelle.

Engagement citoyen : Responsable de 1995 à 2002 de la Commission Economie et Emploi au sein du Groupe Agir 26 et membre pendant quelques années, de partis politiques, En 2006 et 2007 Président de Romans International, association en charge des relations avec les villes de coopération, avec les villes jumelles, d'organisation de colloques autour des relations internationales.

Engagement Syndical : Secrétaire Général pour la Drome d'un Syndicat de Médecins pluridisciplinaires (1980 à 1989), Trésorier pour le Syndicat de Généralistes (1989 à 1995), Président de l'Association des Médecins de Romans et Bourg de péage, chargée de l'Enseignement Post Universitaire, des Gardes, des Relations avec les collectivités locales.



### **Anne-Marie COURAGE**

Au cours des vingt-trois années d'expérience professionnelle, Anne Marie COURAGE a exercé des fonctions au sein de trois ministères : au ministère de l'économie et des finances, au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et aujourd'hui au sein des services du Premier ministre.

Elle a apporté sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques en faveur de l'égalité des chances, au profit des jeunes et des usagers. Son action s'est déclinée au travers des dispositifs tels que la prévention des discriminations, l'insertion professionnelle des jeunes et leur accès aux carrières de la Fonction publique (PACTE).

Depuis 2014, elle est conseillère chargée du pôle Affaires économiques, travail, emploi et formation professionnelle au sein de la Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires (MIVILUDES), service directement placé auprès du Premier ministre. A ce titre, et dans le champ de compétences qui lui est imparti, elle est chargée de protéger les citoyens d'une part contre toute atteinte à leur liberté et porter à la connaissance de la justice tout acte répréhensible commis par les auteurs de dérives sectaires.

Le sujet de la maltraitance financière des personnes âgées est un sujet émergent à la MIVILUDES. Pour les « prédateurs », la personne âgée est une cible, d'autant plus exposée du fait de sa plus grande vulnérabilité, en raison soit de l'importance de ses biens, soit de la régularité de ses revenus. Abus de faiblesse, cas avérés de dérives sectaires, délinquance « astucieuse » (mariages arrangés, adoptions inopinées, cohabitations,...), spoliation des biens, détournement d'héritage et escroquerie sont les délits les plus fréquents. La surexposition des personnes âgées à certaines formes de délinquance en raison de leur vulnérabilité peut les placer dans une situation économique fragile conduisant à une paupérisation voire à une quasi exclusion de la société. Les mesures de lutte contre la maltraitance financière des personnes âgées est un thème que LA MIVILUDES a porté notamment, aux côtés de la FIAPA, devant le Conseil Economique et Social des Nations Unies en février 2017.

Toutes ces dérives sont porteuses de privations ou de négations graves des droits et libertés fondamentales de la personne âgée. Mobiliser les pouvoirs publics et la société civile afin de lutter contre l'exclusion économique et sociale des personnes âgées est une nécessité.



### **Christine MOUTON-MICHAL**

Magistrate honoraire, Christine MOUTON-MICHAL a été vice-présidente au Tribunal de Grande Instance de Grenoble, en charge d'audiences correctionnelles.

Elle a également été juge de l'application des peines au TGI de Bobigny, juge aux affaires familiales aux TGI de Senlis et de Chartres, juge d'instance à Châteaudun et à Paris (2ème arrt).

A sa retraite, elle est devenue Présidente d'Alma Isère (mars 2011 à avril 2017).

Elle est administratrice de «L'AREPI-L'ETAPE» association régionale pour l'insertion.

Elle est présidente du Bureau d'Aide Juridictionnelle au TGI de Grenoble.

Elle est présidente du Comité d'Ethique à la Fédération 3977 contre la Maltraitance.



### **Jean-Louis LE MOUELLIC**

Depuis plus de 25 ans dans le domaine bancaire (Direction d'agence, de Groupe d'agences, animation commerciale sur les différents marchés, prescription Immobilière, Particuliers, Professionnels), Jean-Louis LE MOUELLIC est actuellement Responsable projet à la Direction Qualité Satisfaction Clients de BPCE SA.

Jean-Louis LE MOUELLIC a diversifié ses activités en exerçant un mandat de représentation du personnel (actuellement secrétaire du CHSCT de BPCE SA).



**Haadel CHAMSON**  
**Délégué général de la Fédération nationale des associations tutélaires**

Définition et déploiement de la stratégie de la Fédération. Animation des instances de la FNAT.  
Représentation auprès des pouvoirs publics et développement des partenariats.  
Réfèrent sur les commissions Financement, Ethique et le Projet Fédéral.



### **Michel De SOUSA**

Juriste de formation, Michel De SOUSA est chargé de l'animation réseau à la Fédération France Victimes (INAVEM). Il est en charge de la coordination et du soutien technique des associations adhérentes.

Pendant 10 ans il a accompagné et informé sur leurs droits les victimes d'infraction pénale dans une association d'aide aux victimes locale dans l'Essonne (Mediavipp91).

Il y a exercé, entre autres, la mission de référent accidents collectifs et attentats, référent Téléphone Grave Danger (pour les victimes de violences conjugales) et référent EVVI (Evaluation des besoins des victimes vulnérables).

Michel De SOUSA dispense aussi des formations et anime des interventions internes au réseau et à l'extérieur (auprès de grandes écoles, chez des partenaires).



### **Michèle BRUNO - DUJARRIC de LAGARDE**

Commissaire Divisionnaire, Cheffe de service de la Brigade de Répression de la Délinquance Astucieuse depuis 2010 à la Direction de la Police Judiciaire de la Préfecture de Police de Paris. Chevalier de la Légion d'Honneur. Médaille d'Honneur de la Police Nationale.

Titulaire d'une Maîtrise en Droit Public et d'un DESS Politique et Gestion de la Sécurité, Michèle BRUNO est entrée dans la Police Nationale en tant qu'inspecteur. A sa sortie, elle est affectée à la Brigade des Jeux (Direction des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police de Paris) avant d'intégrer l'École Supérieure de la Police Nationale (Saint Cyr au Mont d'Or). Elle est ensuite nommée adjointe au chef du 6ème Cabinet de Délégations Judiciaires de la DPJ (service spécialisé dans la lutte contre le travail illégal et les faux documents) puis successivement cheffe du commissariat de police judiciaire (quartier Chaillot à Paris 16<sup>ème</sup>), adjointe au chef du 2ème Cabinet de Délégations Judiciaires de la DPJ (service spécialisé dans les escroqueries, abus de confiance et menaces). En 1998 elle est nommée adjointe au chef de la Brigade des Fraudes aux moyens de Paiements avant de devenir cheffe de cabinet du Directeur de la Police Judiciaire de la Préfecture de Police. De 2003 à 2010, elle occupe le poste de Cheffe de la section criminelle puis adjointe au chef du Service Départemental de Police Judiciaire du Val de Marne.





### **Anne CARON DEGLISE**

Magistrate, Présidente de Chambre à la Cour d'Appel de Versailles,  
Anne Caron-Déglise a été conseillère, Chargée des droits des personnes au Secrétariat d'Etat à la Famille, à l'Enfance et aux Personnes Agées.

Elle a présidé le Groupe de travail "Droit et éthique de la protection des personnes" du Comité National de la Bienveillance et des Droits (CNBD).

Auteure d'ouvrages et de nombreux articles sur les droits des personnes et sur l'organisation des politiques sociales, elle enseigne à la Faculté de droit de Créteil et à l'Ecole Nationale de la Magistrature.

Elle est membre du Conseil Scientifique de la CNSA.



### **Nathanaël KLEIN**

Après un début de carrière en agence de communication (secteur Etude et User Intelligence), Nathanaël Klein, psychologue clinicien de profession, est retourné dans le champs de la clinique en travaillant en collaboration avec la protection de l'enfance dans une structure associative (pour laquelle il a élaboré des ateliers thérapeutiques et mené des entretiens cliniques avec les parents et les enfants qui était envoyés par la protection de l'enfance).

En 2015, il intègre les équipes de la Fédération 3977 contre la maltraitance des personnes âgées ou handicapées en tant que psychologue écoutant de la plateforme nationale, poste qu'il occupe toujours à ce jour.



### **Dominique TERRASSON**

Cheffe de projet Prévention et lutte contre la maltraitance dans le secteur social et médico-social, Bureau de la protection des personnes, Direction Générale de la Cohésion Sociale, Ministère des Affaires Sociales et de la Santé.

Conseillère technique en travail social, diplômée de l'Université Paris XII en Sciences de l'Education et de l'Ecole Supérieure de Travail Social à Paris.

Après une vingtaine d'années au sein des hôpitaux de l'Assistance publique à Paris, à la croisée des problématiques sanitaires et sociales auprès de publics selon différentes approches : notamment l'âge, la dépendance, le handicap, les comportements à risques, Dominique TERRASSON intègre les services de l'Etat en 2002 ; d'abord en service déconcentré (département), puis en administration centrale (ministère) depuis 2005, où elle a été en charge des sujets relatifs à la qualification professionnelle et aux pratiques professionnelles dans le champ du travail social et médico-social, puis sur ses fonctions actuelles depuis 2011.